



Monsieur, Madame,

En ces temps de préparation de la campagne électorale fédérale, nous vous adressons la présente au nom de l'Association du Barreau canadien (ABC) pour appeler votre parti à se mobiliser en faveur d'un meilleur accès à la justice pour tous les Canadiens et les Canadiennes.

L'ABC est une association nationale d'avocats et d'avocates, de notaires, d'étudiants et d'étudiantes en droit et de professeurs et de professeures de droit, dont le mandat comprend la recherche de solutions pour améliorer le droit, l'administration de la justice et l'accès à la justice. Elle mise, pour ce faire, sur l'expertise juridique de plus de 34 000 membres répartis à travers le Canada.

Beaucoup de gens pensent que les problèmes juridiques n'arrivent qu'aux autres. Mais au cours des trois prochaines années, 45 % des Canadiens et des Canadiennes se retrouveront dans cette situation. Il est donc à prévoir que les moins nantis connaîtront davantage de difficultés juridiques.

Encore aujourd'hui, tous n'ont pas également accès à la justice au Canada. Le Programme d'aide juridique, le plus important programme canadien d'accès à la justice, est trop souvent appliqué de manière inconstante, même lorsqu'il s'agit de besoins juridiques essentiels. À mesure que les subventions fédérales déclinent, certains territoires et provinces tentent de combler les brèches. Les bénéficiaires et la nature des services fournis varient donc grandement d'une région à l'autre du Canada, beaucoup plus que dans le cas d'autres services publics cruciaux. Une mère célibataire travaillant au salaire minimum pourra donc obtenir un avocat pour la garde d'un enfant dans une province, tandis qu'elle devra se contenter d'un site Web ou de documents de références dans une autre.

En ce qui concerne les affaires pénales, nous savons trop bien que le Canada incarcère à outrance certaines populations, notamment les Autochtones et les personnes atteintes de problème de santé mentale. Pour toutes les personnes accusées d'un crime, en particulier lorsqu'elles sont vulnérables, une aide juridique opportune peut faire pencher la balance entre la justice et l'injustice.

L'aide juridique est onéreuse, mais son absence coûte encore plus :

- Les personnes non représentées ralentissent le processus judiciaire, ce qui entraîne des frais pour les contribuables.
- Les personnes non représentées obtiennent des résultats beaucoup plus défavorables et perdent des droits dont elles devraient jouir, comme des indemnités pour leurs enfants (ce qui peut accroître la dépendance à l'égard de programmes publics).
- Les problèmes juridiques ignorés se répandent en s'aggravant; ainsi, un locataire injustement évincé peut devenir itinérant, une personne indûment licenciée, recourir à l'aide sociale.
- Les analyses coûts-avantages montrent qu'un dollar dépensé en aide juridique génère une économie d'environ six dollars pour d'autres services gouvernementaux.

Nous pensons qu'il est de votre devoir, en tant que chef de parti, de tenir compte de cette réalité et de faire en sorte que le gouvernement fédéral fasse figure de proue dans ce dossier.

Nous vous demandons de prendre les devants de deux façons : en vous engageant à œuvrer pour qu'un financement fédéral soit accordé à l'aide juridique, et en adoptant des principes directeurs pour la création d'un régime national intégré de services d'assistance juridique publics, qui améliorera l'accès à la justice et répondra aux besoins des personnes désavantagées dans tout le Canada.

Les gens doivent avoir foi en le système judiciaire canadien et en l'équité de notre démocratie. L'ABC vous demande d'inclure dans votre programme électoral l'atteinte d'une justice équitable pour tous et toutes. Comme nous aimerions aborder cette question avec vous le plus rapidement possible, nous vous solliciterons bientôt pour fixer une date convenant à votre horaire.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, Madame, l'expression de notre considération respectueuse.

Raymond G. Adlington

Président, ABC

Frank P. K. Friesacher

Président, ABC-Alberta

Mark H. Toews

Président, ABC-Manitoba

Kellie Cullihall

Présidente, ABC-Terre-Neuve-et-Labrador

Gail Lynn Gatchalian, c.r.

Présidente, ABC-Nouvelle-Écosse

Lynne M. J. Vicars

Présidente, ABC-Ontario

Audrey Boctor

Présidente, ABC-Québec

Jessica Lott Thompson

Présidente, ABC-Yukon

Margaret A. Mereigh

Présidente, ABC-Colombie-Britannique

Justin Robichaud

Président, ABC-Nouveau-Brunswick

Kelly L. McLaughlin

Présidente, ABC-Territoires-du-Nord-Ouest

Sandhya Geneviève Chari

Présidente, ABC-Nunavut

Kevin J. Kiley

Président, ABC-Île-du-Prince-Édouard

Nicholas M. Cann, c.r.

Président, ABC-Saskatchewan